



Original: français

No.: ICC-01/12-01/18

Date: 25 avril 2021

LA CHAMBRE DE PREMIERE INSTANCE X

Devant : Mme la Juge unique Kimberly Prost

SITUATION EN REPUBLIQUE DU MALI

AFFAIRE

***LE PROCUREUR c. AL HASSAN AG ABDOUL AZIZ AG MOHAMED
AG MAHMOUD***

Public

Avec Annexe A confidentielle

**Cent dix-septième communication du Bureau du Procureur
concernant la divulgation d'éléments de preuve à charge**

Origine: Bureau du Procureur

Document à notifier en application de la norme 31 du *Règlement de la Cour* à :**Le Bureau du Procureur**

Mme Fatou Bensouda

M. James Stewart

Le conseil de la Défense

Me Melinda Taylor

Me Kirsty Sutherland

Me Antoine Vey

Les représentants légaux des victimes

Me Seydou Doumbia

Me Mayombo Kassongo

Me Fidel Luvengika Nsita

**Les représentants légaux des
demandeurs****Les victimes non représentées****Les demandeurs non représentés****Le Bureau du conseil public pour les
la victimes****Le Bureau du conseil public pour
Défense****Les représentants des Etats*****L'Amicus Curiae*****LE GREFFE****Le Greffier**

M. Peter Lewis

La section d'appui à la Défense**L'unité d'aide aux victimes et aux témoins****La section de la détention****La section de la participation des
victimes et des réparations****Autres**

Introduction

1. Le Bureau du Procureur procède par les présentes à la communication de quatre éléments de preuve à charge divulgués en application de l'article 67(1)(a) et (b) du Statut de Rome.

Observations

2. Le 16 mars 2021, le Bureau du Procureur a envoyé à la Défense le lien du *Paquet Procès INCRIM n° 117* contenant quatre éléments de preuve à charge.
3. Ces éléments sont communiqués en conformité avec le Protocole *e-Court* et sont directement disponibles dans le système *Records Manager*. Ils sont listés et décrits dans le tableau joint en Annexe A à la présente écriture.
4. Il s'agit d'une déclaration de témoin re-divulguée après avoir levé des expurgations relevant du code A.5, deux traductions de vidéos (avec traduction des parties en songhay) et l'image du support de deux vidéos reçues d'un témoin de l'Accusation. La carte SD, contenant ces deux vidéos¹ dans leur format original, a été fournie à la Défense le 17 mars 2021.
5. Ces éléments de preuve ne nécessitent aucune expurgation d'aucune sorte dans les métadonnées.
6. S'agissant du contenu de ces éléments de preuve, les codes d'expurgation A.5 (sauf pour l'instance où ce code a été levé – voir *supra*), A.6.1, B.1, B.2, B.3 et F ont été maintenus. Ce faisant, le Bureau du Procureur a essentiellement agi conformément à la décision du juge unique en date du 16 mai 2018², du 16

¹ MLI-OTP-0072-0240 et MLI-OTP-0072-0241

² ICC-01/12-01/18-31.

novembre 2018³, du 1 mai 2019⁴ et du 30 décembre 2019⁵. Lesdits codes sont indiqués dans le tableau en Annexe A (dans la colonne de droite intitulée ICC-01/12-01/18 *Expurgations appliquées dans le contenu du document*).

Confidentialité

7. Le Bureau du Procureur dépose l'Annexe A comme confidentielle dans la mesure où il s'agit notamment d'un processus *inter partes* entre le Bureau du Procureur et la Défense.



Fatou Bensouda, Procureur

Fait le 25 avril 2021

A La Haye (Pays-Bas)

³ ICC-01/12-01/18-184-Conf-Exp-Red.

⁴ ICC-01/12-01/18-322-Conf-Exp-Red.

⁵ ICC-01/12-01/18-546.